



Mélanges de la Casa de Velázquez

Nouvelle série

49-2 | 2019

El espacio provincial en la península ibérica

Pilar PONCE LEIVA, Francisco ANDÚJAR CASTILLO (éd.), *Mérito, venalidad y corrupción en España y América. Siglos XVII y XVIII*

Benedetta Borello



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mcv/12008>

ISSN : 2173-1306

Éditeur

Casa de Velázquez

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2019

ISBN : 978-84-9096-241-1

ISSN : 0076-230X

Ce document vous est offert par Casa de Velázquez



Référence électronique

Benedetta Borello, « Pilar PONCE LEIVA, FRANCISCO ANDÚJAR CASTILLO (éd.), *Mérito, venalidad y corrupción en España y América. Siglos XVII y XVIII* », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 49-2 | 2019, mis en ligne le 22 octobre 2019, consulté le 19 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mcv/12008>

Ce document a été généré automatiquement le 19 décembre 2019.



La revue *Mélanges de la Casa de Velázquez* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Pilar PONCE LEIVA, FRANCISCO ANDÚJAR CASTILLO (éd.), *Mérito, venalidad y corrupción en España y América. Siglos XVII y XVIII*

Benedetta Borello

RÉFÉRENCE

Pilar PONCE LEIVA, FRANCISCO ANDÚJAR CASTILLO (éd.), *Mérito, venalidad y corrupción en España y América. Siglos XVII y XVIII*, Valence, Albatros, coll. « Historia de España y su proyección internacional » (10), 2016, 362 p.

- 1 L'histoire de la corruption, bien plus que de nombreux autres thèmes de la recherche concernant l'Ancien Régime, est apte à confirmer l'idée de Benedetto Croce selon laquelle toute histoire digne de ce nom est histoire contemporaine. Cela n'est certainement pas dû au fait que l'être humain, de par sa nature, est appelé à contaminer, corrompre et détruire tout ce qui l'entoure (ou du moins non seulement à cela). C'est plutôt parce que, comme l'a observé le philosophe italien en 1938, « l'histoire se réfère aux besoins et à la situation actuelle, dans laquelle se propagent les vibrations de ces faits » (*L'histoire comme pensée et comme action*, éd. fr. 1968).
- 2 Le livre édité par Pilar Ponce Leiva et Francisco Andújar Castillo en 2016 répond sans aucun doute aux « vibrations » des « faits » de ce début du XXI^e siècle mais sans tomber dans le piège, qui a fini par devenir un marécage qui a immobilisé la recherche sur le fonctionnement de l'État moderne et sur la corruption, de transposer des concepts contemporains aux XVII^e et XVIII^e siècles. L'intérêt des historiens pour ces thèmes a été sans aucun doute ravivé par la crise de 2009 et par les soupçons d'abus de pouvoir de la part des politiques, comme le fait remarquer Christoph Rosenmüller au début de sa contribution au présent ouvrage (p. 173). Toutefois, tous les auteurs de ce volume et

notamment les deux éditeurs sont bien conscients du fait que « *el término “corrupción” no remite a un concepto único y estático, sino que adopta diferentes acepciones en función de la época considerada, del espacio analizado y de la perspectiva de quien lo emplea* », comme le souligne Pilar Ponce Leiva (p. 193). Vouloir rechercher dans les acteurs sociaux du passé une conception du crime comparable à celle que pourraient avoir un homme ou une femme de notre siècle équivaut à poursuivre des chimères et crée auprès du chercheur des attentes destinées à être systématiquement déçues. Dans des systèmes bureaucratiques qui n’avaient pas atteint leur complète maturité, le code éthique du *funcionario public* (s’il nous est permis d’employer ce terme, certes plus percutant, mais plutôt anachronique par rapport au terme plus approprié d’*officier*) autorisait des comportements qui auraient été considérés comme illicites dans les siècles suivants. Plusieurs auteurs, à partir de Frédéric Chabod, l’ont remarqué à plusieurs reprises. L’impasse dans laquelle ont abouti les recherches sur ce thème est-elle donc due à une considération insuffisante accordée à la *Begriffsgeschichte*, comme le soutenait Roberto Mancini à l’occasion d’un débat publié en Italie (dans *Ricerche storiche*, 1, 1991), après la parution de l’ouvrage de Jean-Claude Waquet (*De la corruption*, 1984) ? Peut-être, mais pas seulement. Pour tenter de mettre de l’ordre dans les désordres des monarchies du passé, concernant leur manière de déléguer l’autorité ainsi que l’honnêteté, la malhonnêteté et les ruses des différentes figures des *délégués*, il faudrait prendre une loupe et examiner les détails de ce qui se passait au cas par cas, examiner le fonctionnement du système des rapports, voir de quelle façon les procédures de justice pouvaient être *apprivoisées* entre accusé et accusateurs. Mais il faudrait aussi considérer l’usage des mots ou, si vous préférez, les mécanismes de production des significations, comme aurait dit Pierre Bourdieu.

- 3 Avec l’objectif manifeste de situer les phénomènes dans leur temps et dans leur contexte, les deux éditeurs du volume ont décidé de partir de la monarchie espagnole – un laboratoire de recherche que les deux connaissent parfaitement, comme le prouve leur consistante production historiographique – et, plus particulièrement, du système d’attribution des charges et de ce que nous pourrions appeler le mauvais fonctionnement de ce dernier aux XVII^e et XVIII^e siècles.
- 4 Le déroulement du livre suit fidèlement cette intention exprimée également dans le titre. Le premier bloc d’essais concerne des questions de mérite, à savoir de ce *quid* qu’il était nécessaire de posséder pour obtenir un office. Il n’est pas du tout facile de fournir une définition univoque du mérite dans la monarchie espagnole. Nous pourrions dire qu’il s’agit d’un terme tout aussi insaisissable que celui de corruption. Les six premiers essais affrontent inévitablement aussi le thème des compétences et des prérogatives, un terrain particulièrement glissant dans les discours des contemporains. Le mérite dans la monarchie espagnole des XVII^e et XVIII^e siècles ne correspondait pas exactement à la qualité parfaite que devait posséder un fonctionnaire dans l’idéal de Max Weber. Les hommes au service du Roi étaient toutefois conscients du fait que toute personne exerçant une fonction devait posséder un bagage de compétences qui n’était pas clairement déterminé. Et les qualités que devait posséder un candidat n’étaient pas les mêmes si l’office à assumer se trouvait au fond de la hiérarchie institutionnelle ou s’il s’agissait de « *los Títulos de Castilla y los hábitos de las Órdes militares* », au centre des contributions de María del Mar Felices de la Fuente (pp. 19-40) et de Domingo Marcos Jiménez Carillo (pp. 41-56). De surcroît, les prérogatives d’un office n’étaient pas toujours clairement définies, comme cela était du reste le cas dans d’autres monarchies

du passé et comme Renata Ago l'a bien démontré pour l'État de l'Église dans son *Carriere e clientele* de 1990. La redéfinition constante des compétences de celui qui avait obtenu la charge compliquait certainement le cadre de référence et ne permettait pas de saisir immédiatement quelle était la configuration de l'abus de l'officier du roi. Faire appel au manque de mérites pouvait, en outre, être une façon d'exprimer son opposition à l'encontre d'un candidat qui, par la suite, finissait par obtenir quand même la charge, comme ce fut le cas pour don Pedro Fernández de Castro y Andrade, comte de Lemos, mais aussi neveu et genre du duc de Lerma, au centre de la contribution d'Amorina Villareal Brasca (pp. 57-73). Tous les essais de cette section, qui prennent en considération la totalité de la péninsule ibérique et une partie de l'Amérique espagnole dans une période de temps comprise entre le début du XVII^e siècle et les années soixante-dix du siècle suivant, ont le mérite de montrer de quelle manière l'attribution d'une charge à l'époque baroque devait tenir compte des mécanismes à travers lesquels le souverain attribuait sa grâce, des systèmes de patronage qui pouvaient se superposer ou être en conflit, de la réciprocité de l'échange, mais aussi d'une instance de professionnalisation de la charge. Cela apparaît surtout dans la contribution d'Antonio Jiménez Estrella sur l'armée espagnole à l'époque de Philippe IV (pp. 91-113).

- 5 La deuxième partie du livre est composée de trois essais qui considèrent, sous plusieurs aspects (les implications politiques — Francisco Andújar Castillo, pp. 135-156 ; l'emploi de l'argent — Francisco Gil Martínez, pp. 157-172 ; les bénéfices de « *las alcaldías mayores* » dans l'Amérique espagnole sous le règne de Charles II — Christoph Rosenmüller, pp. 173-190), la question de la vénalité des charges. Dans l'historiographie espagnole, la vénalité est devenue, après que la voie a été tracée par l'ouvrage de Francisco Tomás y Valiente de 1972, un passage obligé en vue d'examiner l'efficacité du système bureaucratique (et, bien sûr, l'honnêteté de ceux qui vendaient et achetaient les offices) du passé. La vente des offices et des charges honorifiques, au XVII^e et XVIII^e siècles, « *nunca se entendió como una práctica asimilable a nuestro actual vocablo de "corrupción". El rey podía proveer por dinero cuantos cargos quisiera, incluyendo los de justicia, que en América se enajeron desde mediados del siglo XVII, e incluso privatizarlos* », comme nous le précisent les deux éditeurs dès le début de l'introduction (p. 8). Assumer une charge ne signifiait pas seulement exercer une fonction publique mais aussi « posséder » l'office, d'après ce qu'ont écrit à plusieurs reprises les hommes de l'époque baroque et ce qu'ont mis bien en exergue les recherches de Francisco Andújar Castillo, à partir de l'ouvrage de 2004 (*El sonido del dinero*). De plus, dans le cadre de la monarchie espagnole, il faut faire une distinction entre deux niveaux de rectitude des agents du gouvernement sur les deux rives de l'Atlantique. De nombreuses études, ces dernières années, ont soutenu que « *en América se registraron mayores tasas de abusos y corrupción por parte de los agentes de gobierno* » (p. 9). Les deux éditeurs de cet ouvrage ne considèrent pas cette interprétation comme une donnée incontournable de la question. Tout d'abord, l'Amérique espagnole constitue encore un chantier de recherche ouvert. Ensuite, ils se demandent à juste titre « *si ambas historiografías modernistas, la americanista y la europea, tienen conceptos diferentes en torno a lo que entienden por corrupción* » (p. 9) et — je voudrais ajouter — ce que l'on entend par excès et abus, deux autres termes que l'on rencontre extrêmement souvent dans les sources et qui, sans trop de différence avec tous les autres termes cités jusqu'ici, offrent de grandes facilités de manipulation de la part des auteurs sociaux du passé. C'était justement l'excès qui transformait en corruption une pratique absolument licite comme la vénalité des

charges ou le soutien d'un groupe familial ou d'une faction politique, lui donnant ainsi un caractère « insupportable car scandaleux », comme l'a efficacement souligné Michel Bertrand dans sa contribution sur la corruption de 2013 (*e-Spania* [en ligne], 2013).

- 6 Mais la corruption des officiers du roi espagnols (et non seulement la leur) allait « *más allá de los escándalos que impactaron al público por el mundo de los fraudes cometidos o por el daño causado a la comunidad política* », comme l'observe à juste titre Pilar Ponce Leiva dans l'introduction de la brochure monographique consacrée à la *Corrupción en la América hispana y portuguesa en los siglos XVI y XVIII* (*Revista Complutense de Historia de América*, 43, 2017, p. 15). La troisième partie de *Mérito, venalidad y corrupción* pénètre au cœur du problème — qui est loin d'être facile — de la définition de l'objet. Loin d'imposer des catégories rigides, les cinq essais de Pilar Ponce Leiva (pp. 193-211), Anne Dubet (pp. 213-234), Inés Gómez Gonzáles (pp. 235-249), Sébastien Malaprade (pp. 251-266) et Pierre Ragon (pp. 267-281) examinent ce qui dans l'introduction est à juste titre défini « *prácticas que se podrían tildar hoy como "corruptas", o cercanas a lo que en la época se entendía por "mal gobierno", por abusos o "excesos" de quienes ejercían el poder desde las diferentes instancias de la administración de la monarquía* » (pp. 13-14). C'est justement à travers les différentes pratiques de justice (ou, si l'on veut, d'injustice), la façon de donner un sens aux abus, le poids qu'avait la corruption morale — presque toujours en tête de toutes les accusations de corruption, concussion et fraude — qu'apparaissent les comportements des acteurs sociaux dans les différents secteurs sociaux examinés et fort bien caractérisés. L'ouvrage se termine par trois autres essais dans lesquels le thème de la corruption, tout en n'étant pas directement au centre de la recherche, est en toile de fond des questions analysées (les charges et pratiques frauduleuses en Amérique centrale avant et après la colonisation espagnole du XVI^e siècle, la dénonciation de l'immoralité de la cour de Philippe IV dans l'œuvre de Miguel de Mañara et les fraudes du « *consulado de mercaderes* » au Mexique dans la seconde moitié du XVII^e). Ces dernières contributions ont le mérite d'enrichir les thèmes fort variés pris en examen, en concentrant le regard sur quelques éléments essentiels, mis en évidence de manière particulièrement incisive dans la troisième partie du volume, mais que l'on peut retrouver en réalité dans tous les autres essais de l'ouvrage. Je me réfère notamment aux mécanismes de construction de la signification de *corruption* (dans les traités politiques et théologiques, dans les œuvres littéraires mais aussi dans les dossiers des tribunaux). Il s'agit là d'une étude qui, étroitement liée aux pratiques, permet à Pilar Ponce Leiva de parler de « *percepciones* » des excès des différents accusés ou des délits constatés par l'autorité judiciaire (p. 193).
- 7 Un autre fil rouge qui relie toutes ces différentes recherches est celui de l'opposition entre milieu privé et sphère publique, une sphère dans laquelle une place de plus en plus importante est occupée par une *opinion publique* (permettez-moi cet anachronisme) qui constitue la caisse de résonance indispensable de l'excès du scandale. Comme nous le savons bien, après une intense saison d'études, la sphère publique de notre société post-industrielle n'est plus celle des hommes du baroque. Pourtant lorsqu'ils se défendent face aux accusations de corruption, les inculpés louvoient adroitement entre comportements privés et vertus publiques. C'est ce que montre Inés Gómez Gonzáles dans sa contribution à cet ouvrage mais également dans le reste de sa production historiographique qui reconstruit les pratiques corrompues à travers une analyse approfondie des sources judiciaires. Un autre parcours de recherche qu'empruntent tous les essais est celui de l'efficacité des mesures visant à limiter les pratiques

frauduleuses des agents du gouvernement. Au centre d'un important projet de recherche européen — « ANTICORRP-Anticorruption Policies Revised », et aujourd'hui aussi dans l'ouvrage *Anticorruption in History: From Antiquity to Modern* (Oxford, 2017) — le problème des mécanismes de contrôle mis en œuvre par les sommets des monarchies européennes ouvre une boîte de Pandore. Il est incontestable que tout souverain — et *en premier* le souverain d'Espagne — essayait d'éviter d'être volé par ses agents de gouvernement. De nombreuses recherches ont montré les différentes stratégies pour éviter que cela ne se produise. Les résultats n'étaient pas des meilleurs mais ce n'est pas une raison pour dire que la corruption était universellement acceptée et qu'il était impossible de l'arracher d'un corps social amoral, comme le démontre Anne Duket dans sa contribution à travers une analyse minutieuse des différentes approches historiographiques (arrivées à des conclusions opposées sur ce point) et des discours des *malhonnêtes* acteurs du passé mais aussi de ceux qui devaient endiguer cette dangereuse inclination (pp. 213-234).

- 8 En conclusion, *Mérito, venalidad y corrupción* réussit sans aucun doute face au défi d'emprunter des pistes de recherche très riches et différentes. Le choix de le faire en étudiant tous les mécanismes — sociaux, politiques, judiciaires, voire théologiques — qui réglaient les différents contextes examinés me paraît tout aussi prometteur. À plus de trois ans de la publication de l'ouvrage, nous pouvons en outre affirmer que le défi a été relevé et que la recherche sur les questions posées a avantageusement progressé justement dans le domaine des pratiques des comportements malhonnêtes et des personnages des officiers accusés, dont on considère, en plus des systèmes de rapports, également la formation à côté de leurs stratégies d'action entre public et privé, et non seulement les normes positives visant à limiter leurs délits. Le cadre qui en ressort et qui est dépeint, pour la monarchie espagnole, par l'imposant ouvrage *Debates sobre la corrupción en el mundo ibérico* (2018) est donc plus riche et plus varié.

AUTEURS

BENEDETTA BORELLO

Università di Cassino e del Lazio Meridionale (Dipartimento di Lettere e Filosofia)